

Accord-Cadre Sous-titrage
Cinémathèque du documentaire et Cinéma du Réel

CCAP 2025-M du 23/05/2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES ARTICLES DU CCAP
--

ARTICLE 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE
ARTICLE 2	FORME ET PROCEDURE DE PASSATION
ARTICLE 3	PIECES CONTRACTUELLES
ARTICLE 4	DUREE ET RECONDUCTION
ARTICLE 5	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS
ARTICLE 6	REPRESENTATION DES PARTIES
ARTICLE 7	COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE
ARTICLE 8	DESCRIPTIONS TECHNIQUES
ARTICLE 9	EMISSION DES BONS DE COMMANDE
ARTICLE 10	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS
ARTICLE 11	UTILISATION DES RESULTATS
ARTICLE 12	PRIX
ARTICLE 13	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT
ARTICLE 14	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS
ARTICLE 15	MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES
ARTICLE 16	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES
ARTICLE 17	PENALITES
ARTICLE 18	RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 19	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE
ARTICLE 20	ASSURANCE
ARTICLE 21	RESILIATION
ARTICLE 22	CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT
ARTICLE 23	LEGISLATION APPLICABLE / LITIGE
ARTICLE 24	DEROGATIONS AU CCAG/PI

Préambule

Conformément à la loi du 3 janvier 1975 portant sur la création du Centre Pompidou, conformément aux articles R.342-2 et R. 342-3 du Code du Patrimoine régissant la Bpi, la Bpi assure les missions de diffusion publique de ses programmations et de ses collections.

La Bpi valorise ses collections et sa programmation cinématographique à travers deux actions culturelles :

- La Cinémathèque du documentaire
- Le Cinéma du réel

1) La Cinémathèque du documentaire

Dans le cadre de ses activités de programmation culturelle, depuis janvier 2018, la Bpi porte la programmation parisienne du groupement d'intérêt public la Cinémathèque du documentaire.

Cette programmation a lieu toute l'année à l'exception de la période du festival Cinéma du réel et des mois de juillet et août, à raison de plusieurs séances par semaine en moyenne pour un total d'environ 330 séances par an. Elle s'organise en saisons (hiver, printemps et automne) sous la forme de cycles longs rétrospectifs ou thématiques de plusieurs mois (une soixantaine de séances à diffusion multiple) et de cycles courts (une vingtaine de séances) et de rendez-vous réguliers (diffusion unique).

2) Le Cinéma du réel

Dans le cadre de ses activités de programmation culturelle, la Bpi organise annuellement, conjointement avec l'Association Les Amis du Cinéma du réel, le festival « Cinéma du réel ». Le festival projette en moyenne une centaine de films (118 en 2025) sur une période de 8 jours.

Pendant la période de travaux de réfection du Centre Pompidou, le festival se tient « Hors les murs ». Ce format a débuté avec sa 47^e édition en mars 2025 et se poursuivra au minimum 5 ans. En 2025, les films du festival ont été projetés dans les salles de 5 partenaires.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la préparation (incluant le cas échéant la traduction), la synchronisation et/ou l'incrustation de sous-titres numériques de films ou vidéos, associées le cas échéant à des prestations techniques complémentaires de projection publique des sous-titres, à réaliser dans le cadre de la programmation de la vitrine parisienne de la Cinémathèque du documentaire par la Bpi et du festival Cinéma du réel.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de service (prestations intellectuelles).

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un allotissement. Chacun des lots représentent un marché distinct :

- Lot 1 – Cinémathèque du documentaire
- Lot 2 – Cinéma du réel

Compte tenu de l'allotissement, le mode de dévolution retenu est celui des marchés séparés avec la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

ARTICLE 2 : FORME ET PROCEDURE DE PASSATION

2.1 Forme de l'accord-cadre

Les marchés constituent des accords-cadres mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Ils donnent lieu à la passation de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2191-16 et suivants dudit code.

Cet accord-cadre sera exécuté par émission de bons de commande successifs, selon la survenance des besoins conformément aux articles R2162-2 alinéa 2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique (CCP).

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre. Ils précisent parmi les prestations décrites dans l'accord-cadre, celles dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Les bons de commande porteront principalement sur une ou plusieurs prestations définies dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

2.2 Procédure de passation

La procédure de passation de l'ensemble des accords-cadres est celle de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique, ainsi que de toutes les dispositions dudit code relatives à l'appel d'offres ouvert.

Il ne peut y avoir de négociation avec les soumissionnaires. Il est seulement possible à la Bpi de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financières (BPU uniquement, let DQE n'a pas valeur contractuelle),
2. le présent cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
4. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI),
5. Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modifications, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
6. L'offre technique du titulaire, comprenant au minimum le mémoire technique ainsi que l'ensemble des documents dont la production est exigée dans le Règlement de la consultation et le CCTP.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

ARTICLE 4 : DUREE ET RECONDUCTION

La durée de l'accord-cadre est d'un an à compter de la date de sa notification. Cette durée correspond à la période pendant laquelle la Bpi peut notifier des bons de commande au titulaire.

Sauf dénonciation par le pouvoir adjudicateur signifiée par écrit, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, au moins 3 mois avant la fin de sa durée de validité, cet accord-cadre peut faire l'objet d'une à trois reconductions annuelles tacites pour une période d'un an, sans que le titulaire puisse s'y opposer. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre ans.

ARTICLE 5 : FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou d'envoi à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, à l'issue de ce délai.

Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles, soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties. En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant de l'acheteur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

ARTICLE 6 : REPRÉSENTATION DES PARTIES

6.1 Représentation de l'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG PI, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement. En vertu des délégations qu'il a consenties, il a délégué sa signature au directeur adjoint et au secrétaire général de la Bpi.

Les personnes habilitées à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution de l'accord-cadre sont :

- Pour le lot 1 – Cinémathèque du documentaire, Julien Farenc, chef du service Cinéma (01 44 78 45 42, julien.farenc@bpi.fr), ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.
- Pour le lot 2 – Cinéma du réel, Laure Tarnaud, cheffe du service Cinéma du réel (01 44 78 45 72, laure.tarnaud@bpi.fr), ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.

6.2 Représentation du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG PI, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

Article 7.1 Cotraitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, La Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillant, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise. Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai d'un mois à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la

part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Article 7.2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant de l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Il peut s'agir par exemple des prestations d'installation et d'assistance informatique, ou encore de prestation de maintenance.

Le sous-traitant ne doit pas faire l'objet d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation des marchés. Il doit avoir souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et avoir acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles.

La sous-traitance totale est formellement interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent accord-cadre.

Le titulaire du présent accord-cadre peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la Bpi de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information, qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

La Bpi dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la Bpi n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de son offre, la notification de l'accord-cadre vaut non opposition de la Bpi à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

7.3 Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre

La signature de l'accord-cadre vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de celui-ci et agrément de leurs conditions de paiement.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à la rubrique consacrée aux marchés publics du site web du Minefi.

7.4 Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre

Si un sous-traitant est introduit en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation de le déclarer, d'établir une demande d'acceptation et d'agrément de ses conditions de

paiement. Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être notifiées conformément à l'article 5 du CCAP.

A cette fin, le titulaire adressera à la Bpi une « Déclaration de sous-traitant » (formulaire DC4). Cette déclaration est complétée des certificats fiscaux et sociaux exigés par la réglementation des marchés publics et relatifs à la situation du sous-traitant ainsi que des justificatifs des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant l'acheteur de toutes les obligations fixées dans l'accord-cadre. Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant. Le titulaire reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Toute modification dans la répartition des prestations entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

ARTICLE 8 : DESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les spécifications techniques des prestations attendues au titre du présent marché sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) joints au dossier de consultation.

ARTICLE 9 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE

9.1 Demande de devis

Pour les commandes de prestations nécessitant l'établissement d'un devis par le titulaire, celui-ci s'engage à adresser au service demandeur le devis correspondant dans un délai maximum de 7 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de devis par le service demandeur, en dehors des cas exceptionnels d'urgence.

Au vu des prescriptions et après examen du matériel nécessaire à l'élaboration du sous-tirage, le titulaire transmet au service demandeur, un devis détaillé, conforme aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et comprenant :

- pour les prestations figurant dans le BPU de l'accord cadre, les coûts mentionnés, multipliés par le temps d'exécution, exprimé en valeur M0 du marché,
- pour les prestations ne figurant pas dans les pièces financières, le chiffrage détaillé des prestations permettant la modification du BPU en application de la clause de réexamen. A l'appui de son devis, le titulaire joint toute pièce justificative notamment les justificatifs du fournisseur (devis, extrait catalogue, ou autres justificatifs du fournisseur etc...).

A réception du devis, après vérification et éventuelles rectifications au regard de la bonne application des prix unitaires et des quantités et après mise au point avec le titulaire si nécessaire, le service demandeur arrête le montant de la commande.

Sans que cela soit une obligation pour elle, l'association Les Amis du festival Cinéma du réel aura la possibilité de passer commande auprès du titulaire du marché au moyen d'un accord séparé exclu du périmètre du présent accord-cadre. Le titulaire est invité à ne pas pratiquer, dans ce cadre, des conditions plus défavorables que celles consenties à la Bpi.

9.2 Modalités d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur.

Les délais d'exécution des prestations et le point de départ de la computation des délais d'exécution des prestations sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans le silence de celui-ci s'entendent à compter de la date de notification du bon de commande concerné. Les bons de commande peuvent être émis par le représentant de l'acheteur jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commandes doivent comporter les renseignements suivants :

- La référence au présent accord-cadre en mentionnant explicitement son numéro
- L'objet du bon de commande : contenu détaillé et quantité des prestations à effectuer
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations
- L'adresse de facturation
- Les conditions particulières d'exécution
- Le délai et/ou calendrier d'exécution
- Le montant des prestations commandées
- Le lieu de livraison ou d'exécution

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande conformément à l'article 3.7.2 du CCAG.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

MODIFICATION INTERRUPTION D'UN BON DE COMMANDE

Modification de l'exécution d'un bon de commande

Les prestations d'un bon de commande pourront faire l'objet d'une modification si les circonstances l'exigent. Cette modification du bon de commande s'effectuera par un ordre de service de la Bpi, conformément à l'article 23 du CCAG.

Interruption de l'exécution des prestations d'un bon de commande

Par ordre de service, la Bpi peut décider l'interruption définitive des prestations d'un bon de commande. S'agissant d'une mesure d'exécution du contrat susceptible néanmoins de causer un préjudice au titulaire, la Bpi à titre d'indemnité et ce à l'exclusion de toute autre dédommagement règle au titulaire une indemnité de 5 % des prestations commandées, non exécutées afférentes au bon de commande concerné. Le décompte de liquidation du bon de commande comportera, sous réserve de la production des justificatifs afférents.

Au débit du titulaire :

– le montant des sommes versées à titre d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde

– le montant des pénalités

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires
- la valeur des prestations supplémentaires fournies éventuellement à la demande de la Bpi,
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à la Bpi, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du bon de commande ;
 - le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du bon de commande ;
- les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du bon de commande
- Les dépenses de personnel dont le cocontractant apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de l'interruption du bon de commande,
- l'indemnité précitée de 5 % appliqué à la différence entre le montant hors TVA non révisé du bon de commande et le montant hors TVA non révisé des prestations admises.

ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le représentant du titulaire se présente à la cabine de projection en ayant, en amont, évalué le temps nécessaire pour les tests techniques à effectuer avant la projection. Ce délai est variable en fonction de la prestation à réaliser et est évalué à un minimum d'un quart d'heure avant le début de la projection. La durée des tests techniques est comprise dans la prestation et est donc sans coût supplémentaire.

Le titulaire désigne nommément dans son offre une personne en charge de l'exécution des prestations objet du marché.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit en aviser sans délai, la Bpi et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations, comme indiqué ci-dessous.

Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des compétences, du savoir-faire et de l'expérience des personnes composant l'équipe désignée par le titulaire pour en assurer la conduite.

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre. Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le représentant de l'acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans les meilleurs délais par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement désignée par ses soins.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la communication par le titulaire du nom et des qualifications du remplaçant (e). Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la Bpi.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans l'accord-cadre.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations en justifiant sa décision.

En cas de faute professionnelle ou de manquement sérieux aux dispositions du règlement intérieur de la Bpi ou des lieux de projection applicables aux visiteurs ou aux personnels des fournisseurs de ces organismes, l'acheteur peut exiger le départ immédiat du personnel concerné.

Sans acceptation préalable de l'acheteur, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification. Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de quinze (15) jours. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.) et placé sous sa responsabilité hiérarchique.

10.2 Clause environnementale

Le titulaire décrit dans son mémoire technique les mesures prises par ses soins pour respecter les obligations environnementales sur lesquelles il s'engage pour l'exécution du marché au long du cycle de vie des prestations ou fournitures objet du marché, étant rappelé que le cycle de vie est défini à l'article L. 2112-3 du code de la commande publique comme « *l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit, de l'ouvrage ou du service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin de l'utilisation du produit, de l'ouvrage ou la fin du service* ».

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de non-respect des obligations prévues au présent article, et des mesures énoncées dans son mémoire technique, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, constaté, après mise en demeure restée infructueuse avec un délai de quinze jours, une pénalité de 50 €.

10.3 Clause diversité et égalité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Égalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis au représentant de l'acheteur dans les quinze jours suivant la date de notification de l'accord-cadre au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si accord-cadre pluriannuel, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant de l'acheteur compare la situation décrite à celle présentée initialement. Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de l'acheteur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

10.4 Clause d'insertion sociale : Le présent accord-cadre n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

10.5 Suspension de l'exécution de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse d'une fermeture de tout ou partie des locaux partenaires de la Bpi, ainsi que pour toute cause indépendante de la volonté de celle-ci, notamment pour cause de grève du personnel de la Bpi, des lieux d'accueil des projections ou de leurs fournisseurs, catastrophe naturelle, inondation, menace grave d'attentat, mouvement social exceptionnel, fermeture administrative décidée par les pouvoirs publics, guerre, la Bpi peut suspendre temporairement l'exécution de l'accord-cadre jusqu'au rétablissement de son fonctionnement normal. Si la fermeture des locaux ou de la Bpi revêt un caractère inopiné, la suspension de l'exécution de l'accord-cadre peut intervenir sans préavis. Dans cette hypothèse, la Bpi accorde au titulaire une prolongation du délai d'exécution le cas échéant.

Au surplus, il est fait application de l'article 24.1 du CCAG.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG.

10.6 Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations contractuelles affectées par cet événement sont suspendues pendant la durée effective de l'empêchement.

On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du contrat pratiquement impossible, tel que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre,

insurrection, mobilisation, grève générale, tremblement de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

La partie évoquant un événement de force majeure doit le notifier à l'autre partie par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Lorsque l'événement revêtant les caractéristiques d'un cas de force majeure prend fin, la partie concernée dispose d'une prolongation du délai d'exécution pour exécuter son obligation. Si le cas de force majeure est de nature définitive, la Bpi prononce la résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 11 : UTILISATION DES RESULTATS

11.1 Généralités

Définition des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

L'article 35 du CCAG/PI est applicable au présent marché.

En application de l'article 35 du CCAG PI, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à la Bpi, les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation et de traduction en tout ou partie et afférents aux résultats de ses prestations.

La passation du présent accord-cadre ne met pas fin aux cessions antécédentes de droit de représentation, de reproduction et de traduction dont la Bpi peut dûment justifier être cessionnaire.

Régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies comme étant tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution du présent accord-cadre et qui appartiennent, au jour de la notification du présent accord-cadre, au titulaire, ou à des tiers, ou qui leur sont concédés en licence. Il peut également s'agir des éléments qui appartiennent au pouvoir adjudicateur au jour de la notification du présent accord-cadre. Ces éléments préexistants à l'accord-cadre sont utilisés par le titulaire pour réaliser le résultat du présent accord-cadre : listes de sous-titres, listes de dialogues, traductions, fichiers de sous-titres préexistants. Conformément au CCAG PI, le pouvoir adjudicateur bénéficie d'une concession des droits d'exploitation afférents aux connaissances antérieures qui sont strictement nécessaires pour utiliser le résultat des prestations du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur reste titulaire des droits portant sur les connaissances antérieures qu'il apporte. Le titulaire ne peut donc pas les exploiter dans un autre contexte sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Garantie

Le titulaire certifie bénéficier des droits d'exploitation des connaissances antérieures qu'il apporte et atteste qu'il peut consentir soit en qualité d'auteur, de cessionnaire ou mandataire le cas échéant l'utilisation desdites connaissances antérieures fixée aux présentes. En conséquence, le cocontractant garantit la libre jouissance des droits cédés au titre du présent accord-cadre contre tout recours ou revendication des tiers quant aux usages prévus au présent accord-cadre.

Les modes d'exploitation consentis par le titulaire sont fixés au CCAG et à titre complémentaire ci-après :

11.2 Droit de représentation concédé par le titulaire

Il comprend :

- le droit de représentation en totalité ou partie du résultat des prestations, de leurs adaptations ou traductions par tout mode de communication au public, connu ou inconnu, actuel ou futur et notamment par projection cinématographique ou audiovisuelle, récitation publique, par voie sonore, affichage,
- l'appel sur écran d'ordinateur situé dans un lieu privé ou accessible au public, connecté sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications notamment en vue de l'exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne tel qu'Internet, Intranet, Extranet, téléphonie mobile, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing, cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, ebooks, tablettes tactiles et tout autre procédé analogue, existant ou à venir qu'il soit informatique, numérique, télématique et de télécommunication.
- le droit de procéder à toute diffusion par télédiffusion ou diffusion en ligne destinée à un public indifférencié, par tout moyen de télécommunication, notamment sur le réseau Internet, par tout réseau ouvert ou fermé notamment en intranet ou extranet, par tout moyen de câblodistribution ou par émission vers un satellite.
- Le droit de représentation couvrira également la diffusion qui pourrait être faite dans les réseaux internes des bibliothèques, d'établissement d'enseignement, ainsi que de toute personne morale de droit privé ou public.

11.3 Droit de reproduction concédé par le titulaire

Il comprend :

- le droit de reproduction des résultats des prestations, et de duplication en nombre,
- le droit de reproduction sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment les supports papier, ainsi que les disquettes, CD, CD-Rom, CDR, CD-RW, CDI, DVD, DVD-Rom, DVD-R, DVD-RW, vidéodisques, disques Blu-ray, périphériques de stockage de masse (notamment clés USB, disques durs, amovibles ou non, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing), cartes à mémoire,

lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, ebooks, tablettes tactiles,

- le droit d'enregistrement sonore ou audiovisuel,
- le droit de transmission par tout moyen de télécommunication, notamment sur le réseau Internet, de numérisation, de scan, de téléchargement et tout autre procédé de reproduction,
- le droit de reproduction sur tout équipement de téléphonie mobile ou analogue, sur tout appareil de lecture de livre numérique ou analogue,
- le droit de traduction en totalité ou en partie en toute langue,
- le droit d'adaptation,
- les droits de reproduction nécessaires à l'exercice des droits de représentation cédés.

11.4 Communication et exploitation des résultats du présent accord-cadre

Le titulaire communiquera au fur et à mesure de l'exécution du présent accord-cadre les fichiers de sous-titres réalisés ainsi que les connaissances antérieures incorporées dans le résultat, accompagnées du régime juridique afférent à ces connaissances antérieures.

Les fichiers réalisés pour le compte de la Bpi lui sont communiqués en format .srt ; à l'issue de chaque cycle ils sont conservés en dépôt par le titulaire.

Les fichiers sont utilisables sans supplément de prix par la Bpi pour toutes ses activités de projection dans et Hors-les-murs, pour le festival du Cinéma du réel, pour la Cinémathèque du documentaire à la Bpi, pour le réseau des adhérents à la Cinémathèque du documentaire, ainsi que pour les sous-titrages réalisés pour la plateforme « Les Yeux doc » (plateforme numérique du Catalogue national de la Bpi qui présente une sélection de films documentaires français et internationaux, diffusée dans les bibliothèques françaises pour des consultations sur place ou à domicile).

En complément de l'article 35 du CCAG/PI, le titulaire cède ses droits patrimoniaux sur les résultats afin de permettre les usages suivants : projections publiques, diffusion en pré ou post projection, communication publique sur tout site web, réseaux sociaux, utilisation dans toute action de promotion ou d'information au sujet de la Bpi ou de ses activités, cession gracieuse du droit d'exploitation commerciale et non commerciale des fichiers des résultats des prestations auprès des producteurs des œuvres audiovisuelles, de leurs auteurs et des ayants-droit.

ARTICLE 12 : PRIX

12.1 Contenu et caractère des prix

Comme précisé à l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG, ainsi que toutes les autres

dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les cessions des droits d'exploitation, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Toutes les sujétions décrites au marché et liées à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution sont réputées incluses dans les prix du marché.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conditions dans lesquelles la prestation doit être exécutée et a établi ses prix en conséquence.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème public pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à la personne publique, à la demande, de cette dernière, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Si le titulaire fait profiter sa clientèle de tarifs promotionnels plus avantageux que le prix fixé au présent accord-cadre, il en fait bénéficier la Bpi pour les prestations concernées pendant la durée de l'offre promotionnelle.

12.2 Montant de l'accord-cadre

Le montant résulte des bons de commande émis en fonction des besoins par application des prix unitaires aux prestations réellement exécutées et précisés dans le bordereau des prix joint au présent acte d'engagement.

Pour le lot 1, Cinémathèque du documentaire, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 20 000,00€ HT.

Pour le lot 2, Cinéma du réel, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 25 000,00€ HT.

12.3 Variation des prix

Les prix sont fermes la première année par référence à ceux indiqués dans le bordereau de prix unitaire.

Ces prix sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par référence au barème du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle

Avant l'application des nouveaux prix, l'extrait du barème concernant les prix des prestations objet de l'accord-cadre est adressé par le titulaire à la personne publique, du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme par le titulaire.

Cet extrait constitue, une fois pour toutes, une pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, afférentes aux prestations fournies au titre de l'accord-cadre, jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

En cas de hausse tarifaire supérieure à 3,5% par rapport à l'année précédente, la Bpi peut, pendant toute la durée du préavis et par tout moyen permettant d'en assurer la réception et

d'en déterminer la date, résilier sans indemnité, l'accord-cadre pour la partie non exécutée des prestations.

12.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 13 : MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

13.1 Avances

Les montants et les délais d'exécution du présent accord-cadre ne permettent pas le règlement d'une avance.

13.2 Modalités de facturation

La durée du marché ou le délai d'exécution des prestations étant inférieur à trois mois, les prestations seront réglées en une seule fois.

Les factures du titulaire sont établies après service fait au terme de l'exécution de chacun des bons de commande, sous la forme de paiements partiels définitifs au prononcé de l'admission.

13.3 Modalités de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 10 du CCAG/PI.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bpi.

13.4 Etablissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et avec le nombre de copies réglementaires et comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier, son numéro Siret,
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, réf Iban et code Bic),
- **la référence et la date de l'accord-cadre, le numéro du bon de commande,**
- la prestation réalisée,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le prix des prestations accessoires s'il y en a,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations.

Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures sont effectuées selon les dispositions de l'article D. 2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 18004309300038 – Intitulé du service indiqué sur le bon de commande.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

13.4 Demandes de paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct (> 600€ TTC)

Conformément aux articles 2193-10 et suivants du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du présent accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

S'il ne recourt pas à la facturation électronique, le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement à l'acheteur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation Chorus Pro, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal indiquant que le pli n'a pas été réclamé ou refusé. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les factures des sous-traitants font apparaître :

- outre les mentions légales, les indications suivantes :
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, IBAN et BIC),
- le référence et la date de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations,
- la date d'émission de la facture,
- l'identification du sous-traitant (raison sociale, adresse, n° SIRET),
- l'objet des prestations sous-traitées et leur période de réalisation (avec précision du poste et/ou du bon de commande concerné).

ARTICLE 14 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

14.1 Opération de vérification

Les opérations de vérification et d'admission se dérouleront dans les conditions suivantes : le régisseur, l'agent d'accueil ou le projectionniste confirme l'arrivée, le respect des horaires du représentant du titulaire et le bon déroulement de la prestation.

Décisions après vérification :

A l'issue de la projection du film qui donne lieu à prestation et à opération de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, de réfaction ou de rejet.

L'acheteur notifie sa décision au plus tard le lendemain du jour de l'exécution des prestations. Dans le cas des prestations de présentation réalisées du vendredi 18h00 au dimanche inclus, la décision sera notifiée le lundi suivant.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

14.2 Admission

L'acheteur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prend effet à la date de notification du service fait et suivant les modalités définies dans le bon de commande.

14.3 Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours calendaires suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des

observations dans ce délai, la Bpi dispose ensuite de quinze jours calendaires pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, la Bpi est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

14.4 Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter, si l'acheteur le demande, à nouveau la prestation prévue par le marché.

ARTICLE 15 : MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires pourra être exécutée par le titulaire de l'accord-cadre dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés sans publicité ni mise en concurrence négociés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent accord-cadre.

La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées. Au terme du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui lui ont été confiées par la Bpi, à n'en conserver aucune copie et à aviser la Bpi de leur destruction.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre. La Bpi fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien de l'accord-cadre, que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à la Bpi les prestations objet du présent accord-cadre qui génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 5.2.2 du CCAG. Le

titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 21.

ARTICLE 17 : PENALITES

17.1 Pénalités de retard

Il est fait application de l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG PI

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont dues dès le premier euro et le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération.

Le paiement des pénalités de retard n'emporte pas réparation du préjudice subi par l'acheteur du fait du retard. L'acheteur se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi et de résilier l'accord-cadre conformément à ses stipulations.

Les pénalités de retard sont appliquées sans préjudice du non-paiement pour absence de service fait. En cas de résiliation les pénalités de retard sont calculées jusqu'à la date du jour de prise d'effet de la résiliation.

17.2 Pénalités travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à la Bpi que le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, la Bpi doit adresser une mise en demeure au titulaire par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la Bpi, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

ARTICLE 19 : NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré sans frais par la directrice de la Bpi. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

ARTICLE 20 : ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 21 : RESILIATION

Il est fait application du Chapitre 7 du CCAG/PI

21.1 Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations contractuelles affectées par cet événement sont suspendues pendant la durée effective de l'empêchement. On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du contrat pratiquement impossible, tel que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre, insurrection, mobilisation, grève générale, tremblement de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

La partie évoquant un événement de force majeure doit le notifier à l'autre partie par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Lorsque l'évènement revêtant les caractéristiques d'un cas de force majeure prend fin, la partie concernée dispose d'une prolongation du délai d'exécution pour exécuter son obligation. Si le cas de force majeure est de nature définitive, la Bpi prononce la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné.

21.2 Difficulté d'exécution de l'accord-cadre

Il est précisé néanmoins que lorsque dans les conditions de l'article 38.1 du CCAG, l'acheteur résilie l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

21.3 Résiliation pour faute

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux h, j, m et n du 39.1 du CCAG, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur,

puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Il est précisé que dans l'hypothèse où la Bpi devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre pour faute.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, ou bien encore en cas de résiliation pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Dans cette hypothèse, le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'accord-cadre et qui seraient nécessaires à la bonne fin des prestations.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin, dans un délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques ou dans tout autre délai fixé par l'acheteur par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception au titulaire. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution de l'accord-cadre dans ce délai, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci.

ARTICLE 22 : CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT

En tant que de besoin, outre les hypothèses déjà prévues dans le présent contrat, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat par tout moyen à l'autre partie.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, un nouveau bordereau des prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts d'unités d'œuvres au bordereau des prix initiaux de l'accord-cadre sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne concerne pas plus de 60 % des références du bordereau initial des prix unitaires.

Si le nombre d'unités d'œuvres supprimées, modifiées ou ajoutées est supérieur à 50 % du nombre des unités d'œuvres du bordereau des prix initiaux, il est conclu un avenant. Dans le

cas où ce nombre est inférieur ou égal à 50 %, le titulaire soumet à l'acheteur dès la modification du bordereau des prix, un nouveau bordereau par tout moyen permettant de donner date certaine et indique la date d'entrée en vigueur de ce nouveau bordereau qui ne peut avoir effet rétroactif. L'accord de l'acheteur sur le bordereau de prix est donné par courriel de la directrice ou du directeur de la Bpi ou des agents auxquels elle a donné délégation de signature. Les prix appliqués aux commandes émises par l'acheteur sont ceux en vigueur à la date de passation de la commande sur la base du bordereau des prix en sa possession.

Le réexamen peut porter également sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur. En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront les modalités de celui-ci par voie d'avenant.

Le présent accord-cadre peut également faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code de la commande publique en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet de l'accord-cadre.

Cette modification peut intervenir dès lors que de nouveaux outils et/ou fonctionnalités, nouvelles technologies ou nouvelles pratiques et/ou formats, non connus à la notification de l'accord-cadre, deviendraient indispensables pour la réalisation, la performance et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum de chacun des lots de l'accord-cadre peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 50 %. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Le réexamen peut porter également sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur et en cas d'ajout ou de substitution d'un cotraitant. En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront les modalités de celui-ci par voie d'avenant.

ARTICLE 23 : LEGISLATION APPLICABLE / LITIGE

Le présent marché est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige à une autre législation. Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.

ARTICLE 24 : DEROGATIONS AU CCAG/PI

A l'article 3 du CCAP, il fait dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI

A l'article 5 du CCAP, il fait dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG/PI

A l'article 17 du CCAP, il fait dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI